

La centrale à gaz genevoise à l'agonie?

Genève Nouvel obstacle au projet

Sandra Moro

Les Services industriels genevois, qui prévoient de construire d'ici à 2012 une centrale à gaz dans la commune de Vernier, doivent faire face à une nouvelle déconvenue: dans le budget destiné à la régie publique pour 2010, le Conseil d'Etat a tout simplement tracé les 22 millions prévus pour amorcer la construction de l'installation.

Après la volte-face de l'exécutif de la commune, qui s'oppose au projet depuis cet été, suivie par la décision du Conseil d'Etat de le geler provisoirement (LT du 28.08.2009), cette décision compromet un peu plus les chances de la centrale de voir le jour. Dans son projet de loi, le gouvernement dit avoir renoncé au crédit en raison de «la forte probabilité qu'un recours soit déposé», ce qui d'après lui repousserait le démarrage du projet après 2010. D'ordinaire pourtant, les risques d'opposition n'empêchent pas le gouvernement d'investir, concède Mark Muller, le ministre libéral des Constructions.

«Vernier souffre»

Alors faut-il voir dans cette décision une volonté d'enterrer définitivement la centrale? La réponse de Mark Muller n'a pas de quoi rassurer les SIG: «C'est difficile à dire, le Conseil d'Etat dans sa nouvelle composition [ndlr: les élections ont lieu le 15 novembre] aura une discussion sur ce projet. Pour l'heure, il a rendu une décision positive, mais il n'est pas exclu que cette position se modifie.»

Si le gouvernement se montre désormais si peu enclin à défendre la centrale, «c'est parce que sa construction contrevient au plan directeur de la commune, qui a été approuvé par le canton», plaide le magistrat. Mais aussi parce que «Vernier souffre: cette commune a l'impression de devenir la poubelle du canton. Pour l'heure, l'exécutif n'est pas prêt à négocier, nous ne pouvons pas l'ignorer», poursuit-il.

Cette sollicitude envers Vernier doit non seulement réjouir la commune, mais aussi les radicaux, opposants dès la première heure à la centrale, avec les Verts.